

Retour à une croissance molle (Libération, 15 octobre 2002.)

Le programme économique du candidat Chirac abordait les problèmes des années à venir avec les instruments de la décennie précédente. Sa mise en oeuvre s'avère aujourd'hui en fort décalage avec la situation conjoncturelle. Même si des corrections apparaissent ici où là, le projet de budget pour 2003 reste marqué par l'idéologie : l'abandon des emplois jeunes, le retour aux 39 heures, des baisses d'impôts qui ne profitent qu'aux revenus les plus élevés, les budgets de la recherche et l'éducation sacrifiés... Tous les ingrédients sont réunis pour que la France retrouve la croissance molle et sans création d'emplois qu'elle a connue avant les « années Jospin ».

Dans la situation de faiblesse de la demande qui caractérise actuellement l'économie, le choix d'abaisser l'impôt sur le revenu pour satisfaire les engagements de campagne de Jacques Chirac est non seulement injuste, mais inadapté. Augmenter le revenu de la moitié la plus riche des français en oubliant l'autre n'est pas la meilleure façon de relancer la consommation dans une période où les incertitudes et la montée du chômage tendent à accroître l'épargne de précaution. Certes, le gouvernement Raffarin a été bien inspiré d'oublier une partie de son programme électoral en conservant la prime pour l'emploi, et même en l'augmentant légèrement pour les salariés à temps partiel. Mais il aurait été encore mieux inspiré s'il l'avait augmentée du même montant que la baisse de l'IR, comme le proposait la gauche.

La hausse massive du contingent d'heures supplémentaires – le retour de fait aux 39 heures – est tout aussi inadaptée à la conjoncture. Elle va conduire à une reprise faible et sans créations d'emplois, car les entreprises vont utiliser en priorité les heures supplémentaires pour satisfaire l'augmentation de la demande. La faiblesse de l'emploi risque à son tour de peser sur la consommation et donc sur la croissance. A plus court terme la forte baisse programmée des emplois jeunes et des CES va conduire à une montée du chômage qui touchera les plus vulnérables et, dans le cas des emplois jeunes, remettra en cause nombre de projets innovants et déterminants pour l'avenir. Comment seront satisfaits les besoins d'assistants scolaires ; que deviendront les programmes de formation aux technologies de l'information et de la communication ?

Au vu des discours tenus pendant la campagne, on aurait pu s'attendre à des mesures fortes du côté des entreprises. Le paradoxe est que la seule mesure significative de ce budget est la poursuite de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle programmée sur cinq ans par Dominique Strauss-Kahn en 1999. Elle représente en effet les 2/3 du montant des mesures d'allègement des charges des entreprises retenues pour 2003. Bref, l'impression qui domine est celle d'une absence de stratégie économique.

La France s'engage en fait dans le scénario inverse de celui des années Jospin où une politique de stimulation de la demande par la création d'emploi combinée à la réduction du temps de travail avaient conduit à des créations d'emplois sans précédent dans notre histoire et à une croissance très supérieure à celle de nos partenaires. 2 millions d'emplois créés de l'été 1997 à l'été 2002, c'est presque autant en cinq ans que l'ensemble des créations d'emplois réalisées au cours du siècle qui précédait (3 millions d'emplois seulement avaient été créés de 1900 à 1997).

Le gouvernement Raffarin affiche dans ses prévisions pour 2003 une hausse de 240 000 emplois salariés dans le secteur privé – alors que l'emploi stagne en ce moment - et suppose le maintien d'une croissance française supérieure à celle de nos partenaires. On se demande dans le premier cas, comment il l'obtient, et dans le second, à quel titre il peut se prévaloir d'un résultat qui n'était pas inhérent à l'économie française, mais reposait sur la politique économique de son prédécesseur.

Les prévisions des instituts de conjoncture sont bien différentes. Ce ne sont pas 240 000 créations d'emplois dans le secteur marchand qui sont attendues pour 2003 par ces instituts mais seulement 60 000, soit à peu près le même chiffre qu'en 2002. 60 000 emplois par an, c'est le retour aux faibles créations d'emplois des années 1974 – 1997 marquées par une montée massive et quasi continue du chômage. Quand on compare ces chiffres aux 400 000 emplois créés en moyenne chaque année entre 1997 et 2002 (dont 620 000 pour la seule année 2000, chiffre jamais atteint dans notre histoire), on voit bien qu'une page est tournée.

Il en est de même en termes de croissance. Sous le gouvernement Jospin, la croissance n'est pas tombée du ciel, c'est à dire, comme certains le pensent, de l'environnement international. Quand, sous Balladur et Juppé, la croissance française était seulement de 1,5 % par an, le monde croissait, lui, deux fois plus vite : 3,2 % par an. De 1997 à 2002, la croissance mondiale a ralenti (2,7 % en moyenne), alors que celle de la France a doublé (plus de 3 % par an en moyenne). Lanterne rouge européenne dans les années Balladur-Juppé, la France a caracolé en tête dans les années Jospin avec, selon les années, un demi point ou un point de plus de croissance que la moyenne de nos partenaires de la zone euro.

Le gouvernement Raffarin suppose que la France connaîtra en 2003 une croissance de 2,5 % et la zone euro de 2,1 %. Les instituts de conjoncture voient au contraire la France comme la zone euro croître à un rythme identique, inférieur à 2 % en moyenne. D'où vient la différence ? De la disparition de ce qui fut le moteur de la croissance française sous le gouvernement précédent : une consommation stimulée par la création d'emploi, impulsant une forte hausse de l'investissement des entreprises.

Cinq années de créations massives d'emplois, engendrant une croissance forte dans un contexte international médiocre et traçant la voie d'un retour au plein emploi : tel est le legs des années Jospin en matière économique. Le gouvernement Raffarin est non seulement en train de le « déconstruire », il nous ramène à la croissance molle et sans emploi des années Juppé. C'est bien une page qui est tournée.

Pierre-Alain MUET,
Adjoint PS au maire de Lyon, ancien conseiller économique de Lionel Jospin